

ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRES RELATIF AUX TRAVAUX DE PLOMBERIE

Procédure adaptée ouverte passée en application des dispositions de l'article R.2123-1 du code de la commande publique

Type de marché
Travaux

Référence du marché
2025-012-DBE

Pouvoir adjudicateur
Comédie Française
Place Colette
75001 Paris

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

ARTICLE1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.2	Forme du marché et allotissement5
1.3	Mode de passation5
1.4	Durée du marché5
1.5	Sous-traitance5
1.6	Prestations similaires.....6
1.7	Redressement ou liquidation judiciaire6
2.1	Intervenants.....7
2.1.2	Maître d'œuvre7
2.1.3	Contrôle Technique7
2.1.4	Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé7
2.2	Prise en charge des ouvrages existants et état des lieux.....7
2.3	Travaux en site occupé7
2.3.1	Installation de chantier.....7
2.3.2	Conditions d'accès.....8
ARTICLE 3– INSERTION SOCIALE	9
3.1	Les publics visés9
3.2	Les modalités de mise en œuvre9
3.3	Obligation du titulaire.....9
3.4	Les modalités de contrôle9
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 5 – MARCHE A BONDS DE COMMANDE	10
5.1	Contenu détaillé des prestations techniques11
5.2	Bon de commande11
5.3	-Durée de validité du devis11
5.4	-Acceptation du devis11
5.5	–Délai d'exécution des travaux12
5.6	Travaux urgents12
ARTICLE6 – MONTANTDE L'ACCORD-CADRE ET CONTENU DES PRIX.....	12
6.1	Contenu des prix12
6.2	Montant du marché.....13
ARTICLE 7– DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT– MODALITES DE REGLEMENT	13
7.1	Nature des prix.....13
7.2	Choix de l'index de référence13
7.3	Modalités de révision des prix13
7.4	Modalités de règlement des factures14
ARTICLE8 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES	15
8.3	Caractère non libératoire des pénalités16

ARTICLE 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ	17
9.2 Avance	17
ARTICLE 10 - PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS – ÉCHANTILLONS – PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.....	17
10.2 Caractéristiques-Qualités-Vérifications-Essais et épreuves des matériaux et produits	17
10.2.2 Compléments et dérogations apportées par le C.C.T.P.	17
10.2.3 Surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire..	18
10.2.4 Exécution des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché.....	18
10.3 Échantillons, prototypes, propriété industrielle et commerciale	18
10.3.2 Prototypes	19
10.3.3 Propriété industrielle et commerciale	19
ARTICLE 11 – CONNAISSANCE DU SITE – PLAN D'EXECUTION – COORDINATION DE CHANTIER -CONTRAINTES DE SITE – RESPONSABILITÉ – SECRET PROFESSIONNEL–TRAVAIL DISSIMULÉ	19
11.2 Études d'exécution	20
11.2.1 Généralités	20
11.2.2 -Élaboration des plans d'exécution	21
11.2.3 -Annexes aux plans d'exécution	21
11.2.4 Notes de calcul.....	21
11.3 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation.....	21
11.4 Organisation-Hygiène et sécurité des chantiers.....	21
11.4.2 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité	22
9.4.2.1. Dispositions générales de chantier.....	22
11.4.3 Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier.....	23
11.4.4 Nettoyage de chantier	23
11.4.5 Interdictions momentanées	23
11.4.6 Comportement du personnel	23
11.4.6.1–Permis feu	25
11.5 -Démarches et autorisations administratives.....	25
11.6 Réunion de chantier-Rendez-vous de chantier- Réunions de coordination	25
11.7 Dégradations causées aux voies publiques.....	25
11.8 Responsabilité des ouvrages.....	25
11.9 Secret professionnel	25
11.10 Travail dissimulé.....	26
ARTICLE 12-CONTRÔLE-RECEPTION DES TRAVAUX-REMISE DE L'OUVRAGE-GARANTIES- ASSURANCES.....	26
12.2 Réception des travaux	26
12.2.2 Levées de réserves.....	26
12.2.3 Mission du contrôleur technique lors des réceptions – Installations techniques	26

12.3	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	27
12.4	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	27
12.5	Documents fournis après exécution (D.O.E.)	27
12.6	Formation et mise au courant du personnel exploitant	27
12.7	Délais de garantie	27
12.8	Assurances.....	27
12.8.1	Gestion des sinistres	28
ARTICLE13 – RESILIATIONS – MESURES COERCITIVES		28
13.1	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	28
13.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	28
ARTICLE14 – REGLEMENT DES LITIGES.....		28
ARTICLE16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX		29

ARTICLE1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 -Objet du marché – Emplacement des travaux

L'accord-cadre a pour objet des travaux de plomberie sur des sites de la Comédie Française dont certains classés au titre des patrimoines historiques. Les sites sont localisés à Paris (75) et à Sarcelles.

Les travaux se dérouleront systématiquement en site sensible et occupé, notamment en ce qui concerne le site principal (Salle Richelieu) où des répétitions et des représentations théâtrales ont lieu tous les jours de la semaine.

En conséquence, les travaux bruyants ne sont pas autorisés sur le site de Richelieu de 13h00 à 02h00.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2 Forme du marché et allotissement

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commandes passé selon les dispositions des articles L. 2125-1, R.2162-1 à 2162-6 du Code de la commande publique.

Les prestations sont listées aux bordereaux des prix unitaires pour lequel le marché suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Ces prestations sont exécutées sur bon de commande. Elles font l'objet d'un montant maximum mais sans montant minimum. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. Le montant maximum des prestations à prix unitaires et sur la durée totale du marché est de : 800 000 euros hors taxes.

Le nombre d'attributaire est de 2 (deux). Lors de l'exécution des accords-cadres, l'attribution des commandes se fera selon la méthode dite de la « cascade ». Pour chaque bon de commande, le choix du titulaire s'effectue selon l'ordre de classement des offres. Si le titulaire désigné n'est pas en mesure de répondre aux besoins. Le maître d'ouvrage pourra s'adresser au titulaire suivant.

En application de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots séparés. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations. Les prestations étant du même type quel que soit le lieu de l'exécution, l'allotissement risque de rendre techniquement difficile leur suivi.

1.3 Mode de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée ouverte en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-7 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande, passé selon les dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à 2162-6.

1.4 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu à compter de la notification pour une durée de 1 an. Il est reconductible à compter tacitement 3 fois pour une durée d'un an, sans que la durée totale du marché n'excède 4 ans.

Le maître d'ouvrage prend par écrit la décision de ne pas reconduire éventuellement le marché. Cette décision devra être notifiée au titulaire au moins deux (2) mois avant l'échéance du marché.

1.5 Sous-traitance

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées

par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies ci-après :

Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;

Le comptable assignataire des paiements ;

Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1.6 Prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (3) ans suivant la notification du présent marché.

1.7 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 2 – CONDITION GENERALES D'EXECUTION

2.1 Intervenants

2.1.1 Maître de l'ouvrage

Le maître d'ouvrage est la Comédie Française.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur ».

2.1.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est multiple.

Elle sera communiquée au titulaire à chaque bon de commande et selon la nature des travaux à effectuer.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de : « le maître d'œuvre ».

2.1.3 Contrôle Technique

Selon la nature et l'ampleur des travaux, une mission de contrôle technique peut être confiée à un bureau de contrôle.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de : « le contrôleur technique ».

2.1.4 Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Les travaux sont soumis aux dispositions fixées par les articles L.4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé peut être confiée à un organisme agréé.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

2.2 Prise en charge des ouvrages existants et état des lieux

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les conditions particulières liées à la présence d'ouvrages existants.

Dans son offre, l'entrepreneur tiendra compte de la conservation du bâtiment existant et à ce titre prendra toutes les précautions nécessaires afin de ne pas détériorer celui-ci ainsi que les éléments constructifs conservés.

Avant toute exécution des travaux, un état des lieux contradictoire sera établi avec le maître d'ouvrage pour la mise à disposition des locaux où seront réalisés les travaux.

Ce constat contradictoire sera ensuite notifié au titulaire.

L'entrepreneur sera seul responsable des désordres qui pourraient intervenir sur ses prestations, résultant d'un manquement à ces obligations.

2.3 Travaux en site occupé

2.3.1 Installation de chantier

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que ces travaux ont lieu dans un site occupé, et que toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur de cet Établissement, et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités.

En conséquence, les travaux bruyants ne sont pas autorisés sur le site principal de 13h00 à 02h00.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement des rémunérations.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques ;
- b) L'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- c) L'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.)
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.) ;
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc ;
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés conformément à la réglementation en vigueur provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers ;
- État défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations ;
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

2.3.2 Conditions d'accès

Les règles d'accès au site sont définies par les services internes et doivent être strictement respectées.

Personnel

Le titulaire fournir à son personnel affecté à l'opération, ainsi que pour ses sous-traitants et prestataires extérieurs, une liste complète du personnel intervenant ou pressenti à intervenir sur le site. Cette liste est à transmettre au Maître d'ouvrage minimum trois semaines avant le démarrage des travaux et avant toute intervention ponctuelle sur place.

Cette liste devra respecter le format.csv fourni par le Maître d'ouvrage.

« NOM PRENOM DATE_NAISS SOCIETE QUALITE ».

Les fichiers qui ne correspondent pas à ces règles ne seront pas acceptés.

Le personnel permanent agréé se verra attribuer un badge nominatif avec photo d'identité pour la durée des travaux. Les badges sont remis par les services de la Comédie Française, conformément aux conditions décrites dans les CCTP. La circulation avec le badge en dehors de l'enceinte du chantier est strictement interdite.

Le titulaire devra s'assurer, auprès du Maître d'ouvrage, que toutes les personnes ayant accès au chantier ont été inscrites et agréées. En cas de refus d'agrément l'entreprise devra être en mesure de procéder aux remplacements nécessaires et de qualifications équivalentes.

Véhicules

Concernant les véhicules, le titulaire fournira une liste indiquant la marque de véhicule et son immatriculation.

Cette liste comprendra également les références et immatriculation des véhicules appelés à entrer dans l'enceinte

intendus site ou à stationner aux abords.

Il est ici précisé que l'arrêt des véhicules « Place Colette » est toléré sous la responsabilité de l'entreprise le temps du chargement et du déchargement uniquement. Une fois ces opérations effectuées, l'entreprise devra immédiatement garer son véhicule à un autre endroit.

ARTICLE 3– INSERTION SOCIALE

Considérant que pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la Comédie-Française souhaite faire appel aux partenaires privilégiés que sont les soumissionnaires qui répondent à ses consultations.

Aussi, l'exécution des prestations comporte une obligation d'action d'insertion par l'activité économique, avec la réalisation d'un nombre minimum d'heures annuelles à confier à des personnes éloignées de l'emploi, et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (cf. article 2.1 du présent document).

Le titulaire du marché s'engage à réaliser l'action d'insertion présentée dans son offre.

3.1 Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales, ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

3.2 Les modalités de mise en œuvre

L'attributaire du marché s'engage à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire¹, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

3.3 Obligation du titulaire

Pour réaliser les prestations, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières, pour **un minimum de 50 heures sur la durée du marché, soit par année de reconduction, lorsque le cumul des commandes est supérieur à 50 000 € HT.**

3.4 Les modalités de contrôle

¹Voir à ce sujet l'Accord national relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L.124-2-1-1 du Code du travail.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire fournit, mensuellement, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

En complément de cette transmission d'information et pendant l'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage, peut décider à tout moment d'inscrire la clause à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités (article 8 du présent document).

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par le Maître d'Ouvrage au présent article, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue de l'exécution du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAV, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'acte d'engagement (AE)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- le Cahier des Clauses Techniques Particuliers (C.C.T.P.), tous corps d'état propre à chaque lot,
- le bordereaux des prix unitaires (B.P.U) propre à chaque lot,
- le(s) bon(s) de commande
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
 - Les normes législatives en vigueur au moment de la signature du contrat ;
 - L'offre technique du titulaire.

Sauf approbation expresse du pouvoir adjudicateur, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les devis, sur les factures, des conditions figurant dans les documents commerciaux.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seule foi.

ARTICLE 5 – MARCHE A BONS DE COMMANDE

La demande préalable des travaux :

Hormis pour le cas des travaux dit « urgents », les commandes feront l'objet d'une demande préalable de travaux de la part du maître d'ouvrage.

Après visite détaillée des lieux concernés, l'entrepreneur s'engage à répondre dans un délai de 5 jour ouvré à cette demande en chiffrant, dans le cadre d'un devis détaillé, le montant des prestations à exécuter sur la base des prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ou des prix publics remisés pour les prestations non référencées au BPU et en précisant le délai de préparation et le délai d'exécution sur lesquels il s'engage.

Après vérification des éléments communiqués par l'entrepreneur, le maître d'ouvrage établit le bon de commande correspondant aux travaux à exécuter.

La date figurant sur le récépissé d'envoi du Maître d'Ouvrage fait foi en ce qui concerne la date de notification de la demande préalable de travaux.

Modalités de répartition des commandes :

Lors de l'exécution des accords-cadres, l'attribution des commandes se fera selon la méthode dite de la « cascade ». Pour chaque bon de commande, le choix du titulaire s'effectue selon l'ordre de classement des offres. Si le titulaire désigné n'est pas en mesure de répondre aux besoins. Le maître d'ouvrage pourra s'adresser au titulaire suivant.

5.1 Contenu détaillé des prestations techniques

Le contenu détaillé des prestations à réaliser est précisé dans le CCTP.

5.2 Bon de commande

Tout changement dans le contenu d'une commande émise doit faire l'objet d'une confirmation écrite. L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'apparition des besoins, par l'émission de bons de commande. Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom et les coordonnées du service émetteur ;
- détail de la prestation :
- titre du spectacle ou de l'événement,
- date(s) de l'enregistrement,
- nom du technicien responsable ; le cas échéant remisé ;
- les prix unitaires applicables aux prestations commandées ;
- le montant du bon de commande (HT, TVA et TTC).

Les bons de commande sont envoyés au titulaire par courriel. Le titulaire est tenu d'accuser réception sans délai et par tout moyen des bons de commande auprès du service émetteur de la Comédie Française.

Seuls les bons de commande signés par le représentant habilité du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

5.3 -Durée de validité du devis

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours pour accepter et émettre a demande. Au-delà de ce délai, le titulaire ne saurait être tenu au maintien de son offre.

Le prix du devis est compris dans la facturation des travaux. En cas de non-confirmation, il n'y a pas lieu à indemnité pour l'entreprise.

5.4 -Acceptation du devis

L'acceptation du devis se fait par la notification d'un bon de commande par voie électronique, qui intègre les références de l'accord cadre et du devis. Cette notification vaut ordre de réalisation des

travaux objet du devis.

5.5 –Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution des travaux varient en fonction des travaux et seront définis par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre le cas échéant. Ils seront communiqués au titulaire de l'accord-cadre dès la demande de devis et contractualisés par la notification du bon de commande.

Dans le cas de la mise au point d'un calendrier d'exécution des travaux, le titulaire s'engage à accepter les contraintes techniques des délais imposés par les autres corps d'état.

Le non-respect par le titulaire de ces obligations entraînera des pénalités définies à l'article 8.2 du CCAP.

5.6 Travaux urgents

En cas de demande d'intervention urgente, le titulaire s'engage à répondre sous forme de devis simplifié, au vu du descriptif sommaire des travaux à réaliser, dans un délai de 2 (deux) jours à compter de l'émission de la demande de devis. A l'issue, la demande d'intervention donne lieu à l'émission d'un bon de commande.

Seul ce type de demande d'intervention urgente peut être fait par téléphone.

Seul le Maître d'ouvrage décide du caractère d'urgence des travaux. En cas d'urgence, cette mention est précisée sur le bon de commande.

Dans le cas où des circonstances exceptionnelles l'exigeraient, le titulaire de l'accord cadre devra garantir un délai d'intervention maximum de 48 heures.

ARTICLE 6 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE ET CONTENU DES PRIX

6.1 Contenu des prix

Les prix de l'accord cadre sont hors TVA. Les montants des factures seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différente, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le présent accord cadre, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Les prix de l'accord cadre sont traités à prix unitaires sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées. Chaque bon de commande sera rémunéré forfaitaire fonction des prix du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

Les prix indiqués dans le bordereau des prix du présent accord-cadre incluent toutes les sujétions indiquées à l'article 10.1 du CCAG-TRAVAUX.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-TRAVAUX, il est précisé que les prix du présent accord cadre incluent tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire.

Ils comprennent notamment les sujétions découlant :

- Des prestations telles que décrites dans le CCTP ;
- Les déplacements nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- De la législation du travail ;
- Des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux dans des établissements classés E.R.P., I.G.H., monuments historiques etc.;
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les sols, le mobilier et les installations environnantes conservées et leurs équipements ;
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que le nettoyage final de la

zone d'exécution ;

- des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés ;
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnement des fournitures;
- des frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires ;
- de la fourniture des petits matériaux ou matériels décrits dans les devis ;
- de la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art;
- des frais de transports;
- des frais d'études nécessaires à l'exécution des travaux ;
- des sujétions étant susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages d'autres corps d'état ;
- des frais, taxes de toutes sortes, ainsi que les primes d'assurance souscrites par le titulaire ;
- des dépenses liées à la gestion, à l'évacuation au tri et au traitement des déchets, y compris les déchets dangereux ;
- des démarches et de la délivrance des autorisations d'occupations temporaires en surface ou entré fonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées ;
- de la nécessité éventuelle d'exécuter les prestations en dehors des heures normales pour respecter lesdélaiscontractuels(travaillenplusieurspostesouendehorsdesjoursnormalementouvrés).

Il est précisé que les personnels ouvriers devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'Établissement. Ils devront au préalable obtenir une autorisation d'accès pour chaque intervenant.

6.2 Montant du marché

Les prestations sont listées aux bordereaux des prix unitaires pour lequel le marché suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Ces prestations sont exécutées sur bon de commande. Elles font l'objet d'un montant maximum mais sans montant minimum. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. Le montant maximum des prestations à prix unitaires et sur la durée totale du marché est de : 800 000 euros hors taxes.

ARTICLE 7– DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT– MODALITES DE REGLEMENT

7.1 Nature des prix

Les prix de l'accord cadre sont révisables dans les conditions de l'article 5.4 du présent CCAP.

7.2 Choix de l'index de référence

L'index choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est : **BT46**

Cet index est publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

7.3 Modalités de révision des prix

Les prix s'entendent fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire.

Les prix unitaires sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres ou la date de remise de l'offre négociée le cas échéant. Cette date est appelée **Do**.

Les prix sont révisés annuellement conformément à la formule de révision suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 (\ln/I_0))$$

Les prix sont établis selon les dispositions suivantes :

P = prix révisé

P₀ = le prix de l'accord-cadre à la date D₀ (prix d'origine établis aux conditions économiques à la date de remise des offres) ;

I₀ = Indice dont la référence est l'indice publié au journal officiel, connu à la date **D₀**

I_n = Même indice dont la référence est le dernier indice publié au journal officiel, connu **à la date de révision**

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Lors de la mise en oeuvre de la formule de mise à jour de prix, les calculs intermédiaires sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Transmission des prix révisés

La révision est appliquée sur la base d'une demande écrite qui détaille le calcul de la révision des prix.

Les révisions interviendront à la hausse ou à la baisse annuellement. Les nouveaux tarifs de la période suivante doivent être envoyés au moins 1 mois avant la fin de la période en cours.

7.4 Modalités de règlement des factures

La facturation se fera selon les modalités suivantes :

Pour chaque bon de commande, le titulaire établit une demande de paiement, soit sous forme de facture pour les commandes totalement exécutées, soit sous forme d'acompte ou facturation partielle, sous réserve du respect des dispositions définies aux articles R. 2191-20 et R. 2191-22 du code de la commande publique.

Délais de paiement

La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé à l'Article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'Article R. 2192-10 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Acomptes

La facturation se fera selon les modalités suivantes :

Pour chaque bon de commande, le titulaire établit une demande de paiement, soit sous forme de facture pour les commandes totalement exécutées, soit sous forme d'acompte ou facturation partielle, sous réserve du respect des dispositions définies aux articles L2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22.

Les bons de commande peuvent faire l'objet de paiements partiels non définitifs sous forme d'acomptes mensuels selon un état d'avancement mensuel validé qui ne saurait excéder 80 % du bon

de commande. Le solde de 20 % ne peut faire l'objet d'une facturation qu'après réception des travaux du bon de commande concernés.

Par dérogation aux articles 13.1 et 13.4 du CCAG-Travaux, le paiement des travaux dus au titre du marché intervient dans les conditions suivantes :

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre sa demande de paiement final dans un délai de 30 jours, par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG -Travaux, à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date d'achèvement des travaux fixée dans la décision de réception.
- Date de notification de la décision de levée des réserves à la réception.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie la demande de paiement final et la transmet au représentant du pouvoir adjudicateur qui peut alors procéder au paiement dans le délai global article R2192-10 du code de la commande publique – délai courant à compter de la réception de la demande par le maître d'œuvre. En cas de rectification, une copie de la demande de paiement rectifiée est adressée au titulaire. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux si le titulaire reste sans nouvelle du représentant du pouvoir adjudicateur 45 jours après la réception par le maître d'œuvre de sa demande de paiement, le titulaire lui adresse une mise en demeure de procéder au paiement. Passé un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, le titulaire pourra saisir le tribunal administratif compétent cas de désaccord.

Par dérogation aux articles 13.4.4, 13.4.5 et 50.1.1 du CCAG-Travaux, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de paiement rectifiée pour faire valoir sa réclamation dûment motivée. A défaut, il est réputé avoir accepté sans réserve les rectifications opérées.

Solde

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, pour chaque bon de commande, et après réception des prestations exécutées, le titulaire présente une facture de solde rappelant le montant des acomptes déjà versés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Après vérification par le maître d'œuvre, cette facture sera mise en paiement.

ARTICLE 8 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES

8.1 Durée-délais d'exécution

Les délais commencent à courir à compter de la réception du bon de commande, les travaux s'achèveront :

- Pour les opérations techniques de réalisation, à l'achèvement des travaux, constaté par la réception des travaux sans réserve ou à l'issue de la levée de la dernière réserve.
- Pour les opérations financières d'exécution du marché, à l'achèvement des opérations financières ultimes suivant l'établissement du décompte général définitif.

C'est le calendrier d'exécution des travaux établi par la maîtrise d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues.

Toute prolongation du délai d'exécution des travaux résulte d'une décision du pouvoir adjudicateur.

8.2 Pénalités de retard

Par dérogation aux articles 20.1 et 20.1.1 du CCAG Travaux, en cas de retard dans les délais d'exécution fixés dans le calendrier d'exécution validé par les deux parties, le titulaire subira, après mise

en demeure préalable de se conformer à ses obligations dans un délai donné restée sans effet, une pénalité journalière forfaitaire de 50 € HT par jour de retard. Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par ailleurs, la Comédie-Française se réserve la faculté d'appliquer ces mêmes pénalités en cas d'exécution de prestations incomplètes, non conformes ou de carence du titulaire (hors pénalités précisées ci-dessous).

Pénalités liées à l'exécution des travaux

Conformément à l'article 20.1.1 Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre. Les pénalités suivantes seront appliquées sans mise en demeure préalable :

Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, au gardiennage, à l'hygiène et la signalisation générale du chantier	Par jour calendaire en défaut : 200 € H.T.
Non-actualisation de la liste du personnel	50,00 € HT par jour de retard
Absence aux réunions ou aux visites de chantier, aux réunions prescrites par le maître d'ouvrage	50,00 € HT par jour calendaire
Découverte d'un sous-traitant non déclaré	1000 € H.T. par infraction constatée
Effectif incomplet*	Par poste non pourvu 2 fois le taux horaire HT pour la première heure d'absence, au-delà 4 fois le taux horaire HT par heure
Non remise des plans, notices, fiches techniques, devis de travaux modificatifs et tous éléments techniques demandés par le maître d'ouvrage, par document, élément ou objet non remis	50,00 € HT par jour de retard
Défaut d'encadrement (non-passage du responsable d'exploitation ; absence au réunion obligatoire...)	50,00 € HT
Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves	50,00 € H.T. par jour de retard
Non-respect des heures d'insertion	50,00 € H.T par heure non effectuée

8.3 Caractère non libératoire des pénalités

Par dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G.- Travaux le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités prévues au présent marché ne sont pas libératoires. De fait, leur paiement par le titulaire n'est pas de nature à le délier de ses obligations contractuelles.

En outre, les pénalités prévues au présent marché sont prononcées sans préjudice des dommages et intérêts auxquels le titulaire pourrait être tenu par ailleurs à raison notamment de la mise en œuvre de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

En tant que sanctions contractuelles elles sont exclusivement stipulées en vue de contraindre le titulaire à exécuter ses obligations conformément aux attentes du pouvoir adjudicateur dans les délais et selon les conditions du présent marché ; elles n'ont ainsi pas pour objet de réparer les préjudices qui seraient éventuellement subis par le pouvoir adjudicateur à raison et en conséquence du manquement contractuel qu'elles ont pour but de prévenir.

Les pénalités sont exigibles du seul fait générateur du manquement contractuel qu'elles visent à prévenir, sans que le pouvoir adjudicateur ait à apporter la preuve de l'existence, même future, d'un

préjudice certain. Le montant des pénalités tel qu'il est fixé dans les pièces contractuelles ne constitue en aucun cas l'estimation anticipée et forfaitaire d'une indemnité que le pouvoir adjudicateur aurait par avance acceptée de recevoir en compensation définitive d'un préjudice lié au manquement du titulaire à ses obligations.

ARTICLE 9 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

9.1 Garanties exigées du titulaire

Le présent accord cadre ne prévoit pas de retenue de garantie par bon de commande.

9.2 Avance

Une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-16 du code de la commande publique « Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues à la sous-section 1. ».

L'acheteur accorde une avance au titulaire du marché lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

ARTICLE 10 - PROVENANCE - QUALITÉ - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS - ÉCHANTILLONS - PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

10.1 Provenance des matériaux et produits

Les cahiers des charges des travaux fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les autres pièces du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G.-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, au moins un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité et l'accord préalable du maître d'œuvre, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre disposent d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

10.2 Caractéristiques-Qualités-Vérifications-Essais et preuves des matériaux et produits

10.2.1 Complément de contrôles

En complément des contrôles usuels et normalisés, le titulaire procédera aux contrôles et vérifications définis ci-après, en cohérence avec les procédures du contrôle qualité prévu au présent C.C.A.P.

10.2.2 Compléments et dérogations apportées par le C.C.T.P.

Les cahiers des charges des travaux définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions

du CCAG-TRAVAUX (notamment, les articles 23, 24 et 25) et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et les qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser pour les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Les vérifications de qualité seront assurées par un organisme notoirement connu, que le titulaire proposera à l'agrément du maître d'œuvre.

En particulier, les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Les frais de ces vérifications sont à la charge du titulaire quel que soient leurs résultats.

10.2.3 Surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire

Les cahiers de charge des travaux précisent les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, les magasins ou carrières du titulaire ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications et la surveillance seront assurées par un organisme notoirement connu que le titulaire proposera à l'agrément du maître d'œuvre. Les frais de ces vérifications et surveillances sont à la charge du titulaire.

10.2.4 Exécution des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché

Par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G.-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Si le résultat de ces essais et vérifications démontre une non-conformité de l'ouvrage, le titulaire en supporte le coût.

Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur en supporte le coût.

Dans tous les cas, la fourniture des matériaux nécessaires pour les essais, reste à la charge et aux frais du titulaire. Ils ne feront donc pas l'objet de rémunération de la part du pouvoir adjudicateur.

10.3 Échantillons, prototypes, propriété industrielle et commerciale

10.3.1 Échantillons

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation de la maîtrise d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés aux cahiers de charge.

Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque les C.C.T.P. prévoient des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire avec les matériaux de référence prescrits aux C.C.T.P. appartiendra au maître d'œuvre.

En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de

fournir les matériaux de référence eux-mêmes.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées par le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés à l'article 6.2.1 du présent CCAP.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés.

10.3.2 Prototypes

Si des prototypes sont prévus aux cahiers de charge, ils feront l'objet d'un agrément du maître d'œuvre, après quoi ils ne pourront plus être modifiés.

Ils seront conservés sur le chantier dans un lieu arrêté en accord avec le maître d'œuvre, et ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans l'ouvrage.

Les prototypes deviendront la propriété du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur ou bien le titulaire les évacue à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

10.3.3 Propriété industrielle et commerciale

Conformément aux dispositions fixées à l'article 8.2 du C.C.A.G - Travaux et par dérogation à l'article 8.1, le titulaire prendra en charge les éventuels frais et redevances pour l'utilisation des brevets, licences, dessins et modèles, marque de fabrique ou de commerce qu'il serait amené à utiliser même s'ils lui sont imposés dans son marché.

1) - Les plans, documents techniques, prototypes et échantillons remis par le pouvoir adjudicateur et par le maître d'œuvre au titulaire du marché sont et restent la propriété exclusive du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur et doivent être restitués au représentant du pouvoir adjudicateur après exécution du marché.

2) - De convention expresse, l'ensemble des études, les projets, plans, devis, documents techniques divers, logiciels et résultats brevetables ou non résultant de l'exécution du marché sont la propriété pleine et entière du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur qui peuvent les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article 4 du présent C.C.A.P. couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire du marché et / ou les inventeurs peuvent se prévaloir notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

3) - En conséquence, les études, plans, projets etc. ne peuvent être utilisés par le titulaire du marché pour son propre usage, ni être copiés, reproduits ou communiqués à des tiers, sans l'autorisation préalable et écrite du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire du marché en avisera immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 – CONNAISSANCE DU SITE – PLAN EXECUTION – COORDINATION DE CHANTIER – CONTRAINTES DE SITE – RESPONSABILITE – SECRET PROFESSIONNEL – TRAVAIL DISSIMULE

11.1 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à exécution des travaux vérification préalable.

Le titulaire est réputé avoir avant l'établissement de son devis :

Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;

1. Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
2. Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main- d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ;
3. Contrôlé toutes les indications des documents du dossier, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près de la maîtrise d'ouvrage ou du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service des Ponts et Chaussées, Services Municipaux, Service des Eaux, Gaz de France, Électricité, Télécom, etc...).

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

11.2 Études d'exécution

Les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail seront établis par le titulaire. Ce dernier soumettra l'ensemble de ces documents au visa de la maîtrise d'ouvrage et/ ou du maître d'œuvre dans les conditions indiquées ci-après.

11.2.1 Généralités

Comme indiqué à l'article 29 du CCAG-TRAVAUX, les plans d'exécution des ouvrages les spécifications techniques détaillées, les notes de calcul et notes techniques, et tous documents complémentaires à ceux du marché, nécessaires à la réalisation des ouvrages, seront dus et établis par le titulaire et soumis, après avis du contrôleur technique le cas échéant, à l'approbation du maître d'œuvre, avant toute exécution.

Ils devront être remis au représentant du pouvoir adjudicateur sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » pour les plans.

Le titulaire doit également la justification, soit par le calcul, soit par essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux, en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée ou lorsqu'une conformité aux normes NF S 61-931 et suivantes est requise.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique le cas échéant sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces validations, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

En complément de l'article 29.1.3 du CCAG-Travaux, il est précisé que le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa et/ ou avis apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et / ou les contrôleurs techniques, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'œuvre, ce dernier est conduit

après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, en aucune manière cette reprise ou mise à jour de plans ne doit remettre en cause le planning des études et ne doit engendrer une rémunération supplémentaire pour reprise d'étude.

11.2.2 -Élaboration des plans d'exécution

Le titulaire élabore les plans d'exécution et le cas échéant les plans d'atelier et de chantier de ses propres ouvrages.

Les plans d'exécution du titulaire devront être élaborés en concordance avec les plans de synthèse, de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du maître d'œuvre et l'avis du contrôleur technique aux échéances fixées par le calendrier d'exécution des études et travaux.

Les documents (pièces graphiques et pièces écrites) établis par le titulaire porteront un cartouche conforme au modèle fourni.

11.2.3 -Annexes aux plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- des notices explicatives et justificatives,
- des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés, notamment des P.V. d'essais
- des méthodes d'essais éventuels,
- du mode d'exécution et phasage,
- de la nomenclature des composants,
- des avant-métrés.

11.2.4 Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, le titulaire devra fournir :

- la description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme utilisé,
- la liste des données,
- la liste des résultats,
- une note expliquant et commentant les résultats.

11.3 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation

Pour l'application de l'article 6 du CCAG -Travaux, le titulaire est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du travail dont dépend le chantier, des modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

11.4 Organisation-Hygiène et sécurité des chantiers

11.4.1 Plan d'hygiène et de sécurité

Le titulaire soumettra au maître d'œuvre, au représentant du pouvoir adjudicateur et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre pour ses installations de chantier.

Le maître d'œuvre et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé se réservent un droit de contrôle préalable sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

Dans l'enceinte du chantier, les dépôts provisoires de matériaux devront recevoir préalablement l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur pour leur emplacement et leur durée.

Les déblais ne pourront être stockés ; ils devront faire l'objet d'un enlèvement journalier.

Le contrôle et le suivi des déchets seront réalisés dans les conditions fixées par l'article 36 du CCAG-Travaux et le respect de la réglementation.

11.4.2 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Les mesures ci-après concernant l'Hygiène et la Sécurité sont à prendre par le titulaire : Locaux du personnel

Des locaux dédiés au personnel seront mis à disposition de l'entreprise au sein de l'établissement.

9.4.2.1. Dispositions générales de chantier

Les chantiers seront soumis aux dispositions des articles L4531-1 et suivants du code du travail ainsi qu'aux articles R. 4532-1 et suivants du même code concernant la sécurité et la santé des travailleurs.

Par ailleurs, il est rappelé que les travailleurs indépendants intervenant sur le chantier sont tenus de se soumettre aux prescriptions réglementaires résultant des dispositions des articles R4535-1 et suivants et R4321-1 et suivants du code du travail.

Mission du coordonnateur-sécurité :

Le coordonnateur a pour mission de veiller à l'application des principes généraux de prévention énoncés aux articles L. 4121-1 à -5, L. 4522-1 et L. 4612-9 du Code du travail. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier. Sa mission pourra concerner la phase étude et travaux.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du code du travail, à chacun des participants à l'opération, et notamment celle du titulaire et le cas échéant, de ses cotraitants et sous-traitants.

Le titulaire doit permettre au coordonnateur d'exercer sa mission telle que définie par les dispositions fixées par les articles L. 4532-1 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

Le coordonnateur a accès à toutes les réunions organisées par le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre, il est présent sur le chantier dans les conditions fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le coordonnateur organise, avec le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre et avec les entreprises les relations qui sont nécessaires à l'exercice de sa mission. Il assiste à toutes les réunions de chantier. Le titulaire transmet au coordonnateur toutes les remarques de la maîtrise d'œuvre et les observations des organismes concernant la sécurité et la protection des travailleurs.

Il est fait application de l'article 31.4 du CCAG Travaux. Le CSPS intervient en tant qu'autorité compétente au sens du premier alinéa de l'article 31.4.1.

Tout travail qui n'est pas réalisé suivant les prescriptions du PGC ou des P.P.S.P.S. peut justifier l'ajournement total ou partiel des travaux, sans préjudice des dispositions ci-dessus. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre. Le respect de ces dispositions s'impose également aux sous- traitants.

Obligations du titulaire :

En application des dispositions susvisées, le titulaire est tenu d'établir le plan particulier de sécurité et

de protection de la santé (P.P.S.P.S.) avant tout commencement d'exécution des travaux.

11.4.3 Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier

Le titulaire prendra toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectuera en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Au cas où il ne procéderait pas en temps utile au nettoyage demandé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre sur le chantier, ces derniers se réservent la possibilité de faire procéder à ce nettoyage, par l'entreprise de son choix, aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable conformément à l'article 31.4.4 du C.C.A.G-Travaux.

Le titulaire devra s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux voies d'accès.

11.4.4 Nettoyage de chantier

Indépendamment de l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire doit le maintien permanent en état de propreté et le nettoyage au moins hebdomadaire de son emprise de chantier.

11.4.5 Interdictions momentanées

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents et bien entendu lors des répétitions et des représentations théâtrales.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

Ces interdictions ne donnent pas lieu à une indemnisation du titulaire.

11.4.6 Comportement du personnel

Compte tenu du caractère particulier du site et de ses occupants, l'attention du titulaire est attirée sur la conduite à tenir des ouvriers sur le chantier, en zone vie et aux abords.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'Établissement. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux de l'Établissement sans exception ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'Établissement ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque ;
- Le respect des cheminements balisés et des zones hygiènes indiquées et dédiées au chantier.

Pour rappel, les prises de vues photographiques sont interdites ; dans les cas de nécessité justifiées, et autorisées par le maître d'ouvrage, des photos pourront être prises selon les directives des services du site.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, de la

maîtrise d'œuvre ou du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit :

- être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient en application de l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux.
- être muni d'un badge défini dans les conditions du PGCSPPS pour le contrôle d'accès.

Il est précisé que le port du badge est obligatoire sur le chantier dans le cadre de la lutte contre la main d'œuvre dissimulée. Ce badge sera porté en évidence sur le chantier, à l'exclusion de tout autre lieu, il est formellement interdit de le porter à l'extérieur des établissements concernés et restitué à chaque fin de journée et en fin de chantier.

Le titulaire est, en outre, tenu de se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du CCAG-Travaux relatives à l'identification et à l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier.

Le titulaire est tenu de produire cet enregistrement aux personnes visées à l'article 31.5.3 du CCAG-

Travaux dans un délai de 7 jours.

Tout manquement à ces dispositions entraînera l'application d'une pénalité visée à l'article 8.2 du présent CCAP.

11.4.6.1–Permis feu

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, le titulaire doit remplir un permis feu fourni par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le permis feu sera journalier

11.5 -Démarches et autorisations administratives

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait son affaire de l'obtention et de la délivrance au titulaire des permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet des marchés.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire aura à sa charge, outre la constitution des dossiers relatifs aux autorisations d'occupations temporaires en surface ou en tréfonds du domaine public ou privé, aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées, ainsi que l'obtention de ces autorisations.

Il aura à sa charge le paiement des taxes, frais et redevances afférentes à ces autorisations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur doit être tenu régulièrement informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune de ces demandes d'autorisation, de manière à assister le titulaire autant que de besoin.

11.6 Réunion de chantier-Rendez-vous de chantier- Réunions de coordination

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre et/ou le pouvoir adjudicateur, le pilote ou le CSPS ainsi qu'à toutes les réunions de coordination ou d'y déléguer un agent ayant le pouvoir pour engager l'entreprise titulaire et donner sur le champ des ordres nécessaires aux agents de l'entreprise titulaire sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu aux jours et heure fixés par le maître d'œuvre et/ou le pouvoir adjudicateur. La fréquence des rendez-vous de coordination est fixée selon les besoins.

La présence du titulaire aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et mention du fait est portée sur le cahier de chantier visé ci-après, et ce, sans préjudice des pénalités citées à l'article 8 du présent CCAP.

11.7 Dégradations causées aux voies publiques

En dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques et à celles de l'Établissement seront à la charge de l'entreprise responsable.

11.8 Responsabilité des ouvrages

Le titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pendant le chantier.

11.9 Secret professionnel

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux

renseignements et documents recueillis au cours de leur mission.

Ils ne pourront faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur.

Ils ne pourront pas communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur s'engagent, chacun pour sa part, à ne divulguer aucune information confidentielle qui, émanant de l'autre partie, pourrait parvenir à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

11.10 Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

ARTICLE 12-CONTROLE-RECEPTION DES TRAVAUX-REMISE DEL'OUVRAGE-GARANTIES-ASSURANCES

12.1 Contrôles

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

12.2 Réception des travaux

12.2.1 Réception

Par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de réceptionner les travaux ayant fait l'objet d'un bon de commande, par simple attestation de service fait. Dans le cas contraire, la réception des travaux se déroulera dans les conditions prévues aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie court à partir de la date de réception des travaux ou de service fait.

Si l'opération comporte plusieurs lots, et par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'opération. Le délai de garantie court à compter de cette date.

12.2.2 Levées de réserves

Le délai fixé par le pouvoir adjudicateur et/ou le maître d'œuvre pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et / ou constatés pendant le délai de garantie est notifié au titulaire.

12.2.3 Mission du contrôleur technique lors des réceptions – Installations techniques

Le titulaire à sa charge les essais et la fourniture des documents, ainsi que la mise à disposition des personnels, matériels, fournitures et produits consommables nécessaires aux vérifications du représentant du pouvoir adjudicateur, du maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle le cas échéant.

12.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, une réception partielle pourra être prononcée pour les ouvrages dont le maître de l'ouvrage désire prendre possession anticipée. Dans ce cas et par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé d'un délai correspondant à l'écart entre la réception partielle et la réception définitive.

12.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

La mise à disposition du maître de l'ouvrage ou du pouvoir adjudicateur de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, notamment pour la mise en place des équipements, est conforme à l'article 43 du CCAG -TRAVAUX. Ne s'agissant pas de prise de possession, elle ne donne pas lieu à réception partielle mais à un état des lieux contradictoire demandé par le titulaire.

12.5 Documents fournis après exécution (D.O.E.)

Les dispositions concernant les dossiers d'ouvrages exécutés (D.O.E.) figurent au C.C.T.P. joint au présent document.

12.6 Formation et mise au courant du personnel exploitant

Le titulaire aura l'obligation d'instruire et de former, pour la mise en exploitation, le personnel technique et de service qui sera mis à leur disposition à cet effet par l'exploitant futur.

Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Elle peut intervenir durant le délai global d'exécution et / ou pendant la période de garantie.

12.7 Délais de garantie

Les périodes de garantie prévues à l'article 44 du CCAG-Travaux ont pour point de départ le jour de la réception.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-travaux, si à l'expiration du délai de garantie le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution des travaux et prestations qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG-travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que ceux-ci soit assurés par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux dispositions de l'article 41.6 du CCAG-travaux.

12.8 Assurances

Il appartient au titulaire de souscrire une police d'assurances couvrant les conséquences des éventuels dommages dont il aurait à répondre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre il répond notamment des responsabilités et garanties prévues par les articles 1382 et suivants et les articles 1792 et suivants du Code Civil.

Dans un délai de (10) dix jours à compter de date de notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les co-traitants et sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, d'une assurance couvrant les responsabilités résultant
- des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et suivants du Code Civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurances qu'il a

ou aura souscrites. La Comédie-Française se réserve, à tout moment, la possibilité de demander au titulaire la production de sa ou ses polices d'assurances ainsi que la preuve de versement des primes correspondantes.

12.8.1 Gestion des sinistres

Le titulaire doit déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur, ou à toute autre personne désignée par lui, les pertes, dommages ou désordres matériels, ou la réclamation d'autrui, dans un délai de 48 heures à compter du jour où elle en a eu connaissance.

Si le titulaire, victime du sinistre et bénéficiaire des indemnités assurances, ne prend pas en charge la réparation desdits dommages, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les travaux par un tiers entrepreneur, sans que celui-ci puisse s'exonérer de ses responsabilités et garanties relatives au dommage causé. Le représentant du pouvoir adjudicateur prélèvera sur les situations de travaux ou bon de commande, le montant de la franchise ou le montant des travaux de réparation, si celui-ci est inférieur à ladite franchise, majoré de la T.V.A. applicable.

Pour les dommages causés aux existants, dans le cas où la responsabilité du sinistre ne pourrait être établie, la franchise sera répartie au prorata du montant des marchés des titulaires des lots présents sur le site au moment du sinistre, le(s) compte(s) rendu(s) de chantier faisant foi. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prélever la quote part de franchise, ou le montant du sinistre si celui-ci est inférieur, sur les situations de travaux, majoré de la T.V.A. applicable.

ARTICLE13 – RESILIATIONS – MESURES COERCITIVES

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 6 du CCAG-Travaux (articles 49 à 51) avec les précisions et dérogations suivantes :

13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général, et par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à être indemniser.

13.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux. Le titulaire n'aura droit à aucune indemnité.

ARTICLE14 – REGLEMENT DES LITIGES

Par dérogation à l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux, le délai laissé au pouvoir adjudicateur pour notifier sa décision motivée sur un mémoire en réclamation est fixé à 2 mois.

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignées ci-après du C.C.A.P. et de ses annexes sont apportées aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) :

CCAP	Dérogations	CCAG-Trav
4	Pièces contractuelles – Ordre de priorité	4.1
7.5	Modalités de règlement des comptes	12, 12.1, 12.4, 12.3.2, 12.4.4, 12.4.5 et 55.1.1
8.2	Pénalités pour retard	19.1 et 19.2.4
8.3	Pénalités liées à l'exécution des travaux	19.1
8.4	Caractère non libératoire	20.4
10.1	Complément et dérogation	23.2 et 23.3
10.2.4	Exécution des essais et vérifications	38
10.3.3	Propriété industrielle et commercial	8.1
11.2.1	Généralités	29.1.5 et 29.1.3
11.5	Démarche et autorisation administrative	31.3
12.2.1	Réception	41.1
12.3	Prise possession anticipée	42.3 et 44.1
12.4	Délais de garantie	42.3 et 44.1
13.1	Résiliation	50.4
13.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	51.2
13.3	Exécution de la prestation aux frais et risques	52.3
14	Règlement des litiges	55.1.2

